



## À qui profitent les résultats du Groupe ?

***Cette réunion était exclusivement consacrée à l'analyse des comptes 2001. L'analyse de l'expert comptable du Comité de Groupe confirme la qualité des résultats de l'an passé. Dans un contexte boursier qualifié de tendu, les chiffres sont excellents, principalement dus à l'activité de la banque de détail. Comment les salariés, responsables de cette performance, en sont-ils remerciés ?***

### **Préambule du Syndicat Unifié :**

« L'examen des comptes d'une entreprise est un puissant révélateur de la volonté des dirigeants de mettre en place les moyens de leur stratégie. Dans notre Groupe il est accablant, tant le décalage entre le discours et la méthode est évident. En guise d'illustration, voici trois points parmi de nombreux autres :

- Nous constatons qu'une enveloppe minimale a été allouée à l'intérêt général, d'ailleurs en partie récupérée, puisque les amortissements des prêts consentis aux PELS ne sont pas réaffectés à leur objet. Seulement 22 millions d'euros ont été consacrés à ces PELS : à peine l'équivalent de la perte constatée par la seule CE des Pays de la Loire sur le dossier Enron ! Dans le même temps, des sociétés HLM recherchent des financements pour la construction des logements sociaux qui manquent si cruellement.

- La tarification, de plus en plus dissuasive et qui explose dans la constitution du PNB, se caractérise par son aspect sanction. Elle est en effet plus douce à ceux que leur surface financière dote d'un pouvoir de négociation, qu'à une clientèle déjà fragilisée. Cette surcharge financière l'enfoncé encore un peu plus dans la précarité, au point d'obliger le législateur à mettre en place des mesures de protection avec le solde minimum non saisissable.

- L'examen des comptes 2001 souligne :
  - une hausse sensible des fonds propres, sans réelle nécessité pour l'activité du Groupe, puisque l'expert a précisé que les ratios réglementaires étaient bons. Faut-il chercher un début d'explication à cette croissance dans l'agitation actuelle autour d'Eulia, largement relayée par les médias ?

- la formidable capacité de production des agents du Groupe et surtout le rôle majeur de la banque de détail dans le résultat. Malheureusement, le personnel n'est pas récompensé de ses efforts. Son mal être s'accroît chaque jour. Son statut social est fragilisé, son contrat de travail déstructuré et ses espérances de gains (participation) anéanties par des outils de défiscalisation (Air Calin par exemple).

Tout cela n'est pas cohérent et ne peut conduire qu'à des tensions supplémentaires ».

### **QUELQUES CHIFFRES SIGNIFICATIFS**

PNB 2001 : + 4,50%  
RBE : + 17,98%  
Coefficient d'exploitation : 71,34  
Masse salariale : + 2,04%  
Effectifs ETP : + 2,03%  
incluant effets RTT + Euro

### **Informatique : que veulent nos dirigeants ?**

La baisse des effectifs de 2% dans les centres informatiques, s'accompagne d'une montée en charge des prestations externes (+ 25%). La concentration des centres sous trois plates-formes devait pourtant s'effectuer avec une stabilité des effectifs grâce à la diminution de la sous-traitance (SSII). Notre expert a rappelé le danger d'une augmentation de ces prestations externes qui fragilise la maîtrise de l'outil.

L'objectif véritable de la Caisse Nationale ne serait-il d'externaliser totalement l'informatique du Groupe ?

### **CDC IXIS : pas si belle la mariée !**

L'an dernier, au moment du transfert des principales filiales du Groupe vers Eulia, nos dirigeants présentaient CDC IXIS comme une structure stable et solide. Pourtant ses résultats 2001 font apparaître une régression de près de 50% du stock des plus-values latentes dont l'impact sera effectif sur les comptes 2002. En clair, la contribution de CDC IXIS sera bien inférieure aux attentes affichées au moment de la constitution du holding. Le prix payé hier paraissait déjà élevé, aujourd'hui, il devient exorbitant. Il n'y a certes pas encore de moins value, mais tout de même !

### **Tarification : la vache à lait**

L'excédent de la collecte atteint un niveau non égalé depuis 1997. L'activité crédit progresse de manière tout à fait significative. Le commissionnement lié à la facturation croît pour sa part de plus de 15%. Sur le terrain, cela se traduit par un accroissement de la tarification sanction qui frappe une population déjà largement fragilisée pécuniairement. Nous sommes loin des valeurs développées lors du dernier congrès des caisses. **Est-il acceptable que la rentabilité du Groupe passe par l'appauvrissement des plus démunis de ses clients ?**

Vos représentants du Syndicat Unifié au Comité de Groupe



